JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

H. BROUSSE

Quelques errements dans l'utilisation économique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 90 (1949), p. 264-267

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1949__90__264_0>

© Société de statistique de Paris, 1949, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

IV

QUELQUES ERREMENTS DANS L'UTILISATION ÉCONOMIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

Comme le souligne M. L.-A. Vincent dans son travail sur le *Progrès technique en France depuis cent ans* (1), le calcul régulier du progrès technique par branche d'activité est indispensable si l'on veut comprendre l'évolution économique et sociale et éclairer les décisions des pouvoirs publics.

Il est donc nécessaire non seulement de posséder des statistiques d'une valeur acceptable, mais surtout peut-être de savoir s'en servir correctement.

Prenons comme exemple le calcul de l'indice de la Production agricole nette.

(1) Publié par l'Institut national des Statistiques et des Études économiques.

En ce qui concerne la production végétale, les chiffres existent depuis un siècle. Il suffit de savoir défalquer de la production brute ce qui retourne à la production agricole, soit sous forme de semences, soit sous forme d'aliments pour le bétail et ce n'est pas facile. Le blé, aux États-Unis, pays riche, est, pour 40 % employé à la nourriture des animaux, tandis qu'en Afrique du Nord, pays pauvre, le pain de blé est un luxe réservé aux Européens et l'orge le remplace dans la nourriture de l'indigène Autres pays, autres habitudes alimentaires.

En ce qui concerne la production animale, les chiffres n'existent en séries régulières que depuis une époque toute récente : 1934 pour la viande, 1937 pour le lait, encore sont-ils très contestés. Pour les œufs et la volaille on n'a de données qu'à l'occasion des enquêtes.

En présence de cette carence, les économistes ont cru pouvoir, dans le calcul de l'indice global de la production agricole, remplacer les données manquantes de la production animale par la considération des effectifs ou, ce qui ne vaut pas mieux, par l'indice de la production fourragère. Une simple règle de trois et le tour est joué. Cela s'appelle escamoter la difficulté.

Il faut se garder de confondre la production de viande qui est la quantité de viande abattue avec le « potentiel de production » qui est la quantité de viande que peut fournir le troupeau sans augmenter ni diminuer en nombre et sans que sa composition par âge et par destination se modifie. Si la quantité de viande abattue est inférieure au potentiel de production, le cheptel est ménagé, le présent est sacrifié à l'avenir, les effectifs s'accroissent. Dans le cas contraire, c'est l'avenir qui est sacrifié. Les forestiers savent bien que si la coupe de bois est supérieure à la « possibilité » la forêt se déboise.

Pour la viande, les facteurs du potentiel de production sont :

1° Les effectifs;

2° La répartition du troupeau entre les différentes spéculations (production de viande, production de lait, production de laine, production de graisse, production d'énergie), en négligeant les sous-produits (cuir);

3° La composition du troupeau par mois d'âge et les âges d'abatage observés pour chaque spéculation;

4° Les poids vifs moyens à l'abatage;

5° Le rendement en viande nette.

Il y a deux modes de production de viande : celle qui provient d'animaux élevés spécialement dans ce but et que l'on abat très jeunes (avant même qu'ils aient complètement terminé leur croissance) et celle qui provient d'animaux de service arrivés au terme de leur carrière. Les premiers ont une existence éphémère et passent en partie à travers les mailles de la statistique, les autres sont repris un certain nombre de fois dans les dénombrements annuels successifs avant d'être sacrifiés. Ainsi, avant la guerre, pour un effectif constaté de 7 millions de porcs, on inscrivait une production de 680.000 tonnes de viande (un quintal de viande correspondrait, d'après la statistique, à une tête d'effectif), tandis que 3 millions de chevaux, d'ânes et de mulets qui pèsent en moyenne six ou huit fois plus que les porcs abattus ne donnaient que 45.000 tonnes de viande (soit 15 kilos par tête).

Mais si le porc et le cheval sont spécialisés l'un dans la production de viande (vie courte), l'autre dans la production de l'énergie (vie longue), les espèces

bovines et ovines servent à plusieurs fins. Il suffit que la répartition des effectifs des bovins entre les trois spéculations : production de viande, production de lait ou d'énergie vienne à se modifier pour que les rapports entre effectifs et production de viande changent du tout au tout. Or, actuellement, la répartition des effectifs n'est plus celle d'avant guerre. Elle varie considérablement d'un pays à l'autre et il ne faut pas s'étonner de constater qu'à une production de lait donnée corresponde en Nouvelle-Zélande une vache et en Afrique du Sud vingt vaches. Des différences très grandes existent aussi entre les différentes races bovines françaises. Il ne faut pas considérer les animaux d'une même espèce comme construits en série comme les automobiles d'une même marque. C'est commode pour le raisonnement, mais contraire à la réalité.

La considération des effectifs étant ainsi écartée de l'établissement de l'indice de production animale, reste à examiner le procédé qui consiste à utiliser l'indice de la production fourragère.

M. Dugé de Bernonville a cru pouvoir recourir à ce procédé, que semblait justifier un point de corrélation : la valeur de production animale établie grâce à la grande enquête agricole de 1929 se trouvait être sensiblement la même que la valeur de la production fourragère. Ce fait qui paraissait à première vue étonnant s'explique aisément :

La valeur d'un fourrage pâturé sur place par les animaux n'est pas du tout la même que celle de ce même fourrage fauché, desséché, bottelé et transporté sur le lieu de vente où son prix est coté sur les mercuriales.

Un comptable d'une grande exploitation agricole du Soissonnais concluait de l'examen de sa comptabilité que le propriétaire aurait gagné plus d'argent en vendant ses fanes de betterave sur le marché de la ville voisine qu'en les faisant pâturer par ses moutons ! En réalité, il ne pouvait être question de ramasser les fanes pour les vendre parce que ce travail serait venu à l'époque où toute la main-d'œuvre disponible était employée à l'arrachage des betteraves. Si les moutons ne les avaient pas mangées, il eût fallu non pas vendre les fanes, mais les laisser pourrir sur place. C'est la valeur engrais et non la valeur aliment qui eût dû être portée dans le livre de comptabilité.

Ceci dit, venons-en aux rapports entre alimentation et produits du bétail.

1° La production fourragère ne sert pas qu'à produire de la viande, du lait, des œufs. Une partie disparaît dans la production de l'énergie et cette part est extrêmement variable selon les régions. Dans les pays très argileux, il faut des attelages de six chevaux et jusqu'à 3 hectares d'avoine pour labourer la même surface qu'avec un demi-hectare et un seul cheval en terre légère. Que l'on motorise la première région et la nourriture des six chevaux permettra l'entretien de dix vaches en plus.

2° Pour les animaux comme pour l'homme, il existe une ration de strict entretien (2.500 calories) et une ration de pleine production (3.500 calories). Ce sont les dernières mille calories (le dernier tiers) qui permettent à l'homme de travailler, aux animaux de produire de la viande ou du lait ou du travail (que l'on songe aux rations de grossesse et d'allaitement et à celles des travailleurs de force).

Lorsque les fourrages sont abondants, la *formation* de la viande et la *sécrétion*

du lait sont plus élevées (1), mais il n'y a pas proportionnalité. Si les disponibilités fourragères tombent de la pleine ration à la ration d'entretien, il n'y a plus de production de viande, de lait, d'œufs. Inversement, quand la production fourragère croît plus vite que les effectifs, la formation de la viande et du lait augmente beaucoup plus vite que la production fourragère.

3° Nous avons employé à dessein le mot formation de viande et sécrétion du lait, car il reste à les recueillir. Que se passe-t-il dans la réalité? Si les fourrages manquent on abat les animaux qu'on ne peut plus nourrir, on consomme le capital accumulé pendant les années d'abondance et la production de viande (nous disons cette fois la production de viande abattue) est d'autant plus grande qu'il y a moins de fourrages. Ainsi les statistiques accusent un maximum de production de viande à la fin de l'automne, époque où précisément la formation de viande diminue. Ce phénomène est particulièrement net en Algérie, où la viande de mouton est surabondante et vendue à vil prix, dans les années de sécheresse et où elle est très rare dans les années où il pleut (car on reconstitue les effectifs qui, certaines années sèches, tombent de 50 %). Il y a un phénomène de stockage ou de déstockage de la viande sur pied qui empêche toute proportionnalité avec la base fourragère.

Il ne faut pas, dans les études économiques, se contenter de vues superficielles ni d'apparences et nous devons éviter de trop céder aux besoins de la démonstration et de la simplification de l'exposé.

H. Brousse.